

COMMISSION PARITAIRE DE LA CONSTRUCTION

29 mai 2007

Accord sectoriel 2007-2008

Table des matières

Introduction

I. Conditions de travail

- 1.1. classification professionnelle
- 1.2. définitions des catégories I & IA
- 1.3. suppléments de salaire et services de garde
- 1.4. augmentation salariale
- 1.5. barème des jeunes
- 1.6. mobilité
- 1.7. usure d'outils
- 1.8. entretien des vêtements de travail
- 1.9. contrats successifs
- 1.10. jour de carence
- 1.11. prime d'ancienneté
- 1.12. fiche de salaire
- 1.13. frais liés au tachygraphe
- 1.14. attestation des chauffeurs

II. Organisation du travail

- 2.1. modification de l'AR 213
- 2.2. travail du samedi
- 2.3. transport du matériel et des matériaux vers les chantiers

III. Formation - enseignement - emploi

- 3.1. enseignement
- 3.2. formation
- 3.3. mesures en faveur de l'emploi
- 3.4. pools construction
- 3.5. Fonds de l'expérience professionnelle
- 3.6. Edutec/construtec
- 3.7. CCT groupes à risques

IV. Sécurité

- 4.1. missions des conseillers
- 4.2. collaboration FFC-CNAC
- 4.3. impact de la globalisation du marché sur le bien-être
- 4.4. fibres minérales et silice cristalline
- 4.5. entreprises et travailleurs "récalcitrants"
- 4.6. charte avec les autorités

V. Délégation syndicale

- 5.1. communication
- 5.2. chômage temporaire
- 5.3. missions

VI. Outplacement sectoriel

VII. Faux indépendants

VIII. Assurance hospitalisation

IX. Sécurité d'existence

- 9.1. cotisations FSE
- 9.2. jours de crédit
- 9.3. indemnités

X. Fin de carrière

- 10.1. mesures d'accompagnement
- 10.2. prépension
- 10.3. indemnité pour la continuation des prestations de travail après 58 ans

XI. Dispositions générales

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR. | NR. 83420/60/124
 3 1 -05- 2007 | 2 5 -06- 2007 | N°

Introduction

Le présent accord sectoriel s'applique aux employeurs ressortissant à la Commission paritaire de la construction et aux ouvriers qu'ils emploient.

Sauf disposition contraire, le présent accord a une durée de validité de 2 ans et arrive donc à échéance le 31 décembre 2008.

I. Conditions de travail

1.1. Classification professionnelle

Classification en 6 catégories d'ouvriers, la définition de ces catégories étant identique à la définition actuelle sauf pour les catégories I et IA.

Nouvelle dénomination	Ancienne dénomination	Nouvelle dénomination	Ancienne dénomination
Catégorie I	Manœuvre	Catégorie II A	Spécialisé d'élite
Catégorie IA	1 ^{er} manœuvre	Catégorie III	Qualifié 1 ^{er} échelon
Catégorie II	Spécialisé	Catégorie IV	Qualifié 2 ^e échelon

1.2. Définitions des catégories I & IA

Appartiennent à la catégorie I, les ouvriers:

- qui sont chargés de l'exécution de travaux simples, tels que le déblai du chantier, le nettoyage des bâtiments et des baraques, ainsi que de l'exécution de travaux ne nécessitant aucune spécialisation, tels que la manutention du matériel et des matériaux;
- qui entament leur carrière professionnelle et qui ne disposent pas d'un diplôme construction après avoir suivi l'enseignement à temps plein, ainsi que ceux qui ont suivi avec fruit une formation dans le cadre de l'apprentissage industriel et l'apprentissage construction. Après 9 mois tout au plus, l'employeur évalue le degré de compétence professionnelle qu'ont atteint ces ouvriers et augmente leur salaire dans le cas d'une évaluation positive, jusqu'au moins celui de la catégorie IA.

Appartiennent en tous cas à la catégorie IA:

- les ouvriers qui entament leur carrière professionnelle et qui ont décroché un diplôme construction après avoir suivi l'enseignement à temps plein. Après 6 mois, leur salaire s'élève à au moins celui de la catégorie II.

1.3. Suppléments de salaire et services de garde

Deux groupes de travail vont actualiser les thèmes des suppléments de salaire de la CCT relative aux conditions de travail (art. 23 et 24); le deuxième groupe de travail va plus particulièrement étudier le thème "services de garde".

Les deux groupes de travail communiqueront leurs conclusions à la Commission paritaire de la construction pour le 1^{er} décembre 2007.

1.4. Augmentation salariale

Catégorie	Salaires au 31/12/2006	1/6/07	1/1/08	1/7/08	Salaires au 1/10/2008*
Cat I	11,557	+0,05	+0,05	+0,05	12,135
Cat I A	12,135	+0,05	+0,05	+0,05	12,742
Cat II	12,321	+0,05	+0,05	+0,05	12,937
Cat II A	12,937	+0,05	+0,05	+0,05	13,584
Cat III	13,103	+0,05	+0,05	+0,05	13,758
Cat IV	13,910	+0,05	+0,05	+0,05	14,606

* L'augmentation salariale prévue le 1^{er} octobre 2008 est octroyée après une évaluation de l'évolution de l'index afin de déterminer le solde exact des 5% à calculer par catégorie, selon le mécanisme de correction.

1.5. Barème des jeunes

L'article 16 est modifié comme suit:

Age	% du salaire de la catégorie I
15 ans	54%
15 ans et 6 mois	59%
16 ans	64%
16 ans et 6 mois	74%
17 ans	84%
17 ans et 6 mois	94%
18 ans	100%

Déclaration de la Commission paritaire: les partenaires sociaux s'engagent à transformer ce barème en un barème d'ancienneté pour le 1^{er} janvier 2009 au plus tard. Les partenaires sociaux souhaitent en effet instaurer un autre régime pour le travail à temps partiel des jeunes en obligation scolaire (voir point 3.1).

1.6. Mobilité

a. *Plans d'entreprise*

L'employeur établira les principes pour le transport des ouvriers vers les chantiers, en tenant compte des éléments suivants: l'emplacement du chantier, le domicile des ouvriers et les compétences nécessaires sur le chantier.

b. *Indemnités*

Les indemnités de mobilité seront calculées sur base de la distance réellement parcourue. La manière selon laquelle elle est déterminée doit faire l'objet d'une concertation au niveau de l'entreprise. En tout cas, un système de calcul d'itinéraire sur Internet peut être utilisé, comme Mappy ou d'autres systèmes comparables.

L'indemnité de mobilité est adaptée de manière suivante :

- pour le passager : de 0 à 29 km : + 10% ; 30 km et plus : + 20%
- pour le chauffeur : 0,1076 EUR dès le 1^{er} km.

A cet effet, les tableaux joints en annexe à la CCT seront modifiés par l'indication des kilomètres et des montants dus.

L'indemnité est plafonnée dans tous les cas au montant exonéré d'ONSS.

Entrée en vigueur: 1^{er} octobre 2007.

c. Application de l'art. 72.5 de l'AR du 1^{er} décembre 1975 (code de la route).

Le secteur entreprendra les démarches nécessaires auprès des Régions, des Communautés, des villes et des communes pour que l'art. 72.5 du code de la route soit mis à exécution.

1.7. Usure d'outils

Les montants de € 0,0300 et € 0,0232 deviennent respectivement € 0,0400 et € 0,0350 à partir du 1^{er} juillet 2007.

1.8. Entretien des vêtements de travail

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'AR la Commission paritaire va conclure une CCT comprenant les éléments suivants:

- possibilité de confier l'entretien du vêtement de travail à l'ouvrier;
- définition du vêtement de travail sur la base d'une analyse des risques;
- le vêtement de travail qui peut être entretenu par l'ouvrier à son domicile est déterminé par l'analyse des risques;
- une indemnité de € 0,30 par journée prestée;
- la "checklist" pour une analyse des risques est établie par un groupe de travail paritaire instauré au sein du CNAC.

Pour établir l'analyse des risques, l'employeur peut se faire assister par son service externe de prévention.

1.9. Contrats successifs

La disposition de l'AIP relative aux contrats successifs d'une durée déterminée est mise à exécution. Il s'agit plus précisément de l'absence d'une période d'essai, du calcul de l'ancienneté et de la période de préavis.

1.10. Jour de carence

Un deuxième jour de carence est payé après 5 ans de service dans l'entreprise. La convention collective de travail qui traite ce sujet doit être adaptée.

1.11. Prime d'ancienneté

La prime existante après 25 ans d'ancienneté dans l'entreprise est portée à € 400, une prime complémentaire de € 600 est octroyée après 35 ans d'ancienneté dans l'entreprise (caractère supplétif).

1.12. Fiche de salaire

Une liste est établie des éléments qui doivent être repris sur l'état des prestations mensuel des ouvriers de la construction.

1.13. Frais liés au tachygraphe

L'employeur prendra à sa charge les frais liés à la carte personnelle pour l'utilisation du tachygraphe. Si l'ouvrier concerné quitte volontairement l'entreprise ou est licencié pour motif grave dans les 5 ans, il doit alors rembourser une partie de ces frais à l'employeur (proportionnellement au temps écoulé).

1.14. Attestation des chauffeurs

Dans le cadre des nouvelles réglementations européennes, le CNAC et le FFC organiseront les formations et examens nécessaires pour les préposés aux activités de transport.

Les partenaires sociaux de la construction entreprendront des démarches communes auprès des ministres ayant la Mobilité parmi leurs compétences afin d'obtenir que soit donné à l'attestation sectorielle un caractère obligatoire, surtout dans le cadre de la concurrence déloyale.

II. Organisation du travail

2.1. Modification de l'AR 213

Les partenaires sociaux de la construction demandent que l'art. 7 de l'AR 213 soit adapté comme suit:

"Dans les entreprises visées à l'article 1^{er}, les limites de la durée du travail, fixées par l'article 19 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail, peuvent être dépassées de 130 heures par année civile, pendant la période estivale ou une période d'intense activité, à raison de maximum une heure par jour, rémunérée au salaire normal et payée au moment où ces heures sont récupérées, conformément à la disposition du deuxième alinéa."

2.2. Travail du samedi

Un nouveau paragraphe est ajouté à l'art. 7 de l'AR 213:

"Par dérogation à l'interdiction de travailler le samedi et sans préjudice des autres dispositions légales (art. 26 de la loi sur le travail) et conventionnelles qui permettent de travailler le samedi, il est possible de travailler le samedi, dans les entreprises visées à l'article 1^{er}, pendant 64 heures par année calendrier par ouvrier. Les heures prestées le samedi, donnent droit à un sursalaire de 50%, que ces heures soient récupérées ou pas. Le nombre d'heures prestées le samedi est déduit du nombre d'heures défini à l'article 7, au paragraphe précédent de l'AR 213.

Les situations qui permettent de travailler le samedi sont : les travaux qui ne peuvent être réalisés à aucun autre moment, là où la concomitance des activités de construction et d'autres activités au même endroit comporte un risque important pour la sécurité et la santé

des travailleurs ou des tiers, qui ne sont pas combinables avec d'autres activités. Le travail du samedi se fait toujours sur base volontaire.

Pour pouvoir travailler le samedi, l'accord de la majorité de la délégation syndicale est requis. A défaut de délégation syndicale, il est possible de travailler le samedi si l'employeur signe un protocole d'adhésion au régime avec au moins un ouvrier. Ce protocole doit être cosigné par les secrétaires syndicaux régionaux, s'ils sont présents dans la région, dont la signature est obtenue directement ou par le biais de l'organisation professionnelle locale. Les secrétaires syndicaux régionaux disposent d'un délai de quatorze jours pour signer le protocole ou faire connaître leur refus.

En cas de refus, une concertation au niveau local tente de parvenir à une conciliation. A défaut de parvenir à une solution, et après épuisement du recours à la concertation locale, la partie la plus diligente peut soumettre le problème au bureau de conciliation de la Commission paritaire.

Le protocole d'adhésion à ce régime a une durée de validité d'un an et est renouvelé de manière tacite sauf protestation.

L'ouvrier qui travaille le samedi doit signer un document individuel avant de débiter ses activités. Ce document est cosigné par l'employeur et l'ouvrier doit être en possession de ce document sur le chantier.

Au choix de l'ouvrier, et avant la fin de la période de paie durant laquelle ces heures ont été prestées, il peut opter pour l'octroi d'un repos compensatoire. Un complément de salaire de 50% par heure prestée est toujours dû, même si le travailleur a opté pour la récupération. Si l'ouvrier opte pour un repos compensatoire, le complément est payé au moment de la prestation et le salaire normal au moment où le repos est pris."

L'article 10 de la CCT du 22 décembre 2005 relative à l'organisation du temps de travail est d'application.

2.3. Transport du matériel et des matériaux vers les chantiers

Dans le cadre de la lutte contre la concurrence déloyale interne et externe, la Commission paritaire de la Construction élaborera des règles en matière de transport du matériel et des matériaux vers les chantiers.

Ces règles auront comme champ d'application:

- les chauffeurs des entreprises de la Construction;
- les chauffeurs, les préposés dans les entreprises de négoce en matériaux de construction;
- les travailleurs occupés dans les centrales à béton.

Une seule convention collective de travail sera élaborée pour les chauffeurs et les préposés dans les entreprises de négoce en matériaux de construction ainsi que pour tous les travailleurs occupés dans les centrales à béton.

Les organisations signataires s'engagent à achever les travaux y afférent, à savoir un projet de CCT et un projet d'avis afin d'obtenir une modification de l'AR du 5 mars 2006 avant le 31 octobre 2007, en vue de remplacer les dispositions réglementaires et conventionnelles existantes pour le 15 décembre 2007.

Le calendrier des réunions est fixé comme suit:

Concertation en groupe de travail le 7 juin 2007, afin de déterminer un calendrier de travail qui permet de mener des consultations, à traiter en septembre de manière à finaliser pour le 31 octobre 2007.

III. Formation - Enseignement - Emploi

3.1. Enseignement

a. *Enseignement obligatoire construction*

Déclaration de principe pour parvenir à instaurer un enseignement obligatoire spécifique à la construction pour les jeunes soumis à l'obligation scolaire à temps partiel (15/16-18 ans).

Détermination de conditions fédérales: groupe cible, contenu de la formation générale, encadrement, financement.

Dans le cadre de l'enseignement obligatoire à temps partiel, les partenaires sociaux ont l'intention d'élaborer un statut dans le cadre des contrats suivants :

- Contrats d'apprentissage classes moyennes ;
- Contrats d'apprentissage industriel ;
- Contrats de travail.

L'intention des partenaires sociaux est de réserver une approche positive à l'examen relatif au travail des jeunes liés par un contrat de travail.

Création, au sein du FFC, d'une cellule d'accompagnement en faveur des parties liées par un contrat: l'employeur, le jeune (ses parents) et le centre de formation.

Dans une première phase (1^{er} septembre 2007), les groupes d'orientation régionaux établissent un inventaire des possibilités de formation pour ce groupe cible. Dans une seconde phase (date limite 1^{er} septembre 2008), une formation est élaborée pour ce groupe cible.

b. *Financement des CEFA*

La prime de suivi n'est plus octroyée. Financement sur la base d'une prime de transition (voir enseignement à temps plein, € 500 par élève qui entre dans le secteur).

c. *Partenariat avec l'enseignement*

Evaluation des accords de partenariat, par les groupes d'orientation régionaux.

3.2. Formation

a. *Mise en œuvre de l'AIP*

Augmentation de 5% du nombre d'heures de formation: tant celles ayant lieu la semaine en journée que le soir ou le samedi.

Pas de glissement des formations de jour vers celles organisées le soir ou le samedi.

b. *Formations hivernales planifiées*

Démarches communes à l'égard de l'ONEm en vue de l'utilisation des formations hivernales planifiées (*suppression ensuite du principe de l'art. 75 de la CCT du 24 juin 2005*).

Conditions à remplir:

- du 1^{er} décembre au 31 mars;
- en centres de formation publics;
- statut social de travailleur (prime supplémentaire FFC avec comme principe général le traitement équivalent au niveau des revenus);
- durant l'hiver: priorité aux formations de travailleurs.

c. Régimes de formation

Un seul régime de formation. A partir de 32 heures, le dossier est transféré au congé éducation payé.

Principe d'un tarif unique pour le remboursement du coût salarial dont le montant est: € 15 pour les ouvriers <45 ans; € 18 pour les ouvriers > 45 ans.

3.3. Mesures en faveur de l'emploi

a. Apprentissage industriel

- Les 15/16 - 18 ans (RAJ)

Outre la prime "Pacte de solidarité", une prime de € 125 est octroyée après 12 mois d'apprentissage effectif et une prime de € 375 après 24 mois d'apprentissage effectif.

- Les plus de 18 ans (RAC)

Suppression de la prime de suivi mais maintien de la prime de transition de € 200.

Le moment auquel la prime pour le jeune est payée est déterminé en fonction de la durée du contrat d'apprentissage:

- durée de 6 mois: après 6 mois effectifs d'apprentissage;
- durée de 12 mois: après 12 mois effectifs d'apprentissage;
- durée de 18 mois: après 12 mois effectifs d'apprentissage et après 18 mois effectifs d'apprentissage.

b. Régime du parrainage

Suppression du régime de la prime à partir du 1^{er} juillet 2007.

Accompagnement via l'accueil.

Formation selon le régime général, attention particulière à la formation en sécurité (en possession ou non d'un VCA).

3.4. Pools construction

Structuration des initiatives locales.

Demandes d'engagements à long terme de la part des autorités.

Application de la méthodologie "Pool Construction" (diriger vers les entreprises de la Construction) aux élèves de dernière année dans l'enseignement construction.

Les actions du FFC restent prioritaires: enseignement, demandeurs d'emploi et formation des travailleurs.

3.5. Fonds de l'expérience professionnelle

Etude CNAC/FFC/FSE sur l'augmentation du taux d'activité des travailleurs "plus âgés".

3.6. Eduotec/construtec

Evaluation de leur fonctionnement: les nouvelles formations sont confiées aux partenaires de formation classiques.

3.7. CCT groupes à risques

Prolongation de la CCT existante.

IV. Sécurité

4.1. Missions des conseillers

La mission principale des conseillers du CNAC reste l'amélioration de la sécurité sur les chantiers. Le Conseil d'administration du CNAC orientera les conseillers en visite sur les chantiers et/ou au siège des entreprises afin de réaliser cet objectif.

4.2. Collaboration FFC-CNAC

Avant le 30/11/2007, un accord de collaboration doit être conclu entre le CNAC et le FFC afin de préciser le rôle spécifique de chacun de ces fonds dans le cadre des formations en bien-être.

L'accord-cadre déjà existant pour les formations "Travail en hauteur" sera utilisé comme modèle.

Les deux organismes veillent à la qualité de leurs tâches respectives. L'accord portera également sur une répartition correcte des produits et charges dans le cadre établi.

4.3. Impact de la globalisation du marché sur le bien-être

Dans la perspective du Symposium ISSA qui se tiendra en 2009, un groupe de travail est créé afin d'étudier la problématique du bien-être découlant de l'insertion de la main-d'œuvre étrangère, et de développer et proposer des solutions.

4.4. Fibres minérales et silice cristalline

Création d'un groupe de travail au sein du CNAC chargé d'étudier cette problématique et de développer et proposer des solutions.

4.5. Entreprises et travailleurs "récalcitrants"

Evaluation de la procédure actuellement appliquée au sein du CNAC.

4.6. Charte avec les autorités

Les travaux relatifs aux dispositions prévues dans la Charte seront activés.

V. Délégation syndicale

5.1. Communication

Régime supplétif d'octroi d'une indemnité de communication (GSM) de € 120 par an et par délégué syndical.

5.2. Chômage temporaire

Information trimestrielle sur le nombre de jours de chômage temporaire pour raisons économiques, éventuellement scindée par groupe cible.

5.3. Missions

Un article 12ter est inséré dans la CCT rédigé comme suite:

"Durant les heures autorisées, et dans le cadre de la lutte contre la concurrence déloyale, la délégation syndicale de l'entrepreneur principal a le droit de demander des informations sur les sous-traitants occupés sur les chantiers. Ces informations doivent être en rapport avec le but visé ci-dessus."

VI. Outplacement sectoriel

Financement par le FSE par une dotation au FFC, organisation par le FFC: l'objectif est de ramener les travailleurs licenciés vers le secteur de la construction.

VII. Faux indépendants

Détermination, pour le 15 novembre 2007, des critères sectoriels par un groupe de travail constitué au sein de la Commission paritaire.

VIII. Assurance hospitalisation

Le principe d'une assurance hospitalisation en tant qu'accord cadre continuera à être examiné.

IX. Sécurité d'existence

9.1. Cotisations FSE

La cotisation FSE est réduite de € 300 par trimestre, durant 8 trimestres, pour tous les jeunes de moins de 25 ans qui sont engagés à partir du 1^{er} juillet 2007. Les réductions sont appliquées selon les modalités ONSS.

Pour les travailleurs de plus de 58 ans, cette cotisation forfaitaire est diminuée de € 100 par trimestre à partir du 1^{er} juillet 2007.

Le financement du FSE est fonction des engagements qui découlent des dispositions légales, réglementaires et conventionnelles. Les dépenses doivent toujours être couvertes par toutes les rentrées du Fonds de sécurité d'existence. Les diminutions pour les jeunes de moins de 25 ans et pour les travailleurs de plus de 58 ans seront calculées dans le forfait général sur la base du budget 2007-2008.

9.2. Jours de crédit

Les dispositions relatives à la responsabilisation des employeurs sont conservées, les 110 jours mentionnés dans l'AR étant néanmoins remplacés par 90 jours.

En outre, les employeurs qui doivent rembourser des allocations complémentaires de chômage, peuvent introduire un dossier pour motiver le caractère exceptionnel du nombre de jours de chômage temporaire.

Dans le cadre des formations hivernales, les jours pour lesquels une indemnité complémentaire de chômage a été octroyée, ne viennent pas en déduction du nombre de jours mentionné sur la carte de légitimation ayant-droit.

La carte de légitimation, mentionne comme nombre de jours de crédit 0, si l'ouvrier exerce une activité comme indépendant à titre complémentaire dans le secteur de la construction.

9.3. Indemnités

Allocations complémentaires de chômage

Catégorie	Montant valable jusqu'au 30 septembre 2007	Montant valable à partir du 1 ^{er} octobre 2007
Cat I	6,10	6,34
Cat I A		6,66
Cat II	7,34	7,63
Cat II A		8,02
Cat III	9,69	10,08
Cat IV	10,39	10,85

Dans le cadre de la concurrence déloyale (travail et chômage en même temps), la carte C 3.2 A est remplie chaque jour avant le début du travail sur le chantier.

Indemnités particulières "gel"

Le montant de € 5,21 est porté à partir du 1^{er} octobre 2007 à € 5,35.

Jours de repos

Les indemnités pour les jours de repos sont calculées sur 8 catégories (ajout de I A et II A) et majorées des montants des allocations complémentaires de chômage.

Indemnité de promotion

Le montant mentionné dans la CCT concernant l'indemnité de promotion est porté à € 383. Le montant maximal du capital emprunté est porté à € 69.000

Indemnités en cas d'incapacité de longue durée et d'accident de travail non mortel

- Accident de travail ayant entraîné une incapacité de + 66%:
Allocation principale unique: € 670
Allocation complémentaire unique par enfant: € 535
- Allocations journalières en cas d'incapacité de longue durée:
31^e jusqu'au 56^e jour inclus: € 2,68
à partir du 57^e jour: € 3,67
- Pécule de vacances aux invalides: € 525.

Accompagnement post-traumatique en cas d'accidents de travail mortels

Implémentation dans une CCT.

Dépenses forfaitaires

Une dotation complémentaire de € 300.000 est prévue pour le CNAC. Cette dotation est destinée à l'organisation des examens VCA et au Symposium ISSA en 2009. Une dotation complémentaire de € 300.000 est prévue pour le FFC, qui peut uniquement être utilisée pour le financement des initiatives relatives à l'outplacement sectoriel.

Une dotation complémentaire de € 300.000 est prévue pour la formation syndicale et de € 150.000 pour l'accommodation de vacances.

X. Fin de carrière

10.1. Mesures d'accompagnement:

Le régime des mesures d'accompagnement est prolongé jusqu'au 31 décembre 2008. Le régime sera adapté aux conditions du pacte des générations à partir du 1^{er} janvier 2009 en ce qui concerne la carrière professionnelle. Les modalités seront déterminées par le Conseil d'Administration du Fonds de Sécurité d'Existence.

10.2. Prépension

a. Adaptation de la réglementation - pacte des générations

Tous les textes des CCT sont prorogés avec l'application des dispositions du Pacte de solidarité concernant la carrière professionnelle.

Ceux qui peuvent faire valoir une carrière de 40 ans peuvent, quel que soit l'âge auquel ils sont licenciés, bénéficier d'une prépension.

L'ancienneté sectorielle est appliquée à tous les régimes.

Le régime de prépension à l'âge de 56 ans pour les inaptes est prolongé pour 2 ans. Le conseil d'administration du FSE élabore les modalités d'une procédure sectorielle de signal d'alarme. Cette procédure est un instrument de mesure par lequel les départs à 56 ans sont comparés aux départs à 58 ans pendant la durée de cette convention collective de travail.

En outre, l'attestation d'une incapacité de travail doit toujours émaner du médecin du travail de l'entreprise et doit avoir lieu avant toute autre étape dans la procédure.

b. Montants

L'article 10, § 1^{er} est modifié comme suit:

Catégorie	Montant	Catégorie	Montant
Cat I	152,11	Cat III	212,84
Cat I A	159,42	Cat IV	240,11
Cat II	180,42	Chef d'équipe	273,51
Cat II A	189,14	Contremaître	306,91

L'article 10, § 2 et 3, restent inchangés.

10.3. Indemnité pour la continuation des prestations de travail après 58 ans

L'indemnité est désormais octroyée jusqu'à l'âge de 65 ans à raison de € 2.000 par an que l'ouvrier continue à travailler après l'âge de 58 ans.

XI. Dispositions générales

Les conseils d'administration des fonds de sécurité d'existence garantissent l'exécution correcte des décisions politiques contenues dans le présent accord sectoriel.

Clause de paix sociale.

Pour la Confédération Nationale des la Construction

Monsieur Cordcel

Monsieur de

Pour la Fédération Royale des

en

de

Van

Monsieur Debui

Masschelein H

29 mei 2007

Sectoraal akkoord 2007-2008

Inhoudstafel

Inleiding

- I. Arbeidsvoorwaarden
 - 1.1. **beroepsclassificatie**
 - 1.2. definities **categorie I & IA**
 - 1.3. loontoeslagen en wachtdiensten
 - 1.4. loonsverhoging
 - 1.5. **barema** jongeren
 - 1.6. **mobilititeit**
 - 1.7. slijtage gereedschap
 - 1.8. onderhoud arbeidskledij
 - 1.9. opeenvolgende contracten
 - 1.10. carensdag
 - 1.11. **anciënniteitpremie**
 - 1.12. loonfiche
 - 1.13. kosten verbonden aan de tachograaf
 - 1.14. attesteren van de chauffeurs
- II. Arbeidsorganisatie
 - 2.1. wijziging **KB 213**
 - 2.2. zaterdagwerk
 - 2.3. vervoer van materiaal en materieel naar de bouwplaatsen
- III. **Vorming** - onderwijs - tewerkstelling
 - 3.1. onderwijs
 - 3.2. vorming
 - 3.3. **tewerkstellingsmaatregelen**
 - 3.4. bouwpools
 - 3.5. Ervaringsfonds
 - 3.6. Edutec/construtec
 - 3.7. CAO-risico-groepen
- IV. Veiligheid
 - 4.1. opdrachten **adviseurs**
 - 4.2. **samenwerking** NAVB-FVB
 - 4.3. impact van globalisering op welzijn
 - 4.4. **minerale** vezels en kwartsstof
 - 4.5. weerspannige ondernemingen en werknemers
 - 4.6. handvest overheid
- V. Syndicale afvaardiging
 - 5.1. **communicatie**
 - 5.2. tijdelijke werkloosheid
 - 5.3. opdrachten
- VI. Sectoraal **outplacement**
- VII. Schijnzelfstandigen
- VIII. Hospitalisatieverzekering
- IX. Bestaanszekerheid
 - 9.1. bijdragen FBZ
 - 9.2. kredietdagen
 - 9.3. vergoedingen
- X. Einde loopbaan
 - 10.1. begeleidende **maatregelen**
 - 10.2. **brugpensioen**
 - 10.3. vergoeding verder zetten arbeidsprestaties na 58 jaar
- XI. **Algemene** bepalingen

NEERLEGGING-DEPOT

REGISTR.-ENREGISTR.

3 1 -05- 2007

2 5 -06- 2007

NR. 83.420KO/424
N°

Inleiding

Dit sectoraal akkoord is van toepassing op de werkgevers die behoren tot het paritair comité voor het bouwbedrijf en op de arbeiders die zij tewerkstellen.

Tenzij anders bepaald heeft dit akkoord een **duurtijd** van 2 jaren en verstrijkt dus op 31 december 2008.

I. Arbeidsvoorwaarden

1.1. Beroepsclassificatie

Er zijn **6** categorieën van arbeiders vastgesteld. Met uitzondering van **categorie I** en **IA**, is de definitie van de categorieën identiek aan de huidige **omschrijving**.

Nieuwe benaming	Oude benaming	Nieuwe benaming	Oude benaming
Categorie I	Ongeschoolde	Categorie II A	1 ^{ste} geoefende
Categorie 1A	1 ^{ste} ongeschoolde	Categorie III	Geschoolde 1 ^{ste} graad
Categorie II	Geoefende	Categorie IV	Geschoolde 2 ^{de} graad

1.2. Definities categorie I & IA

Tot de **categorie I** behoren de arbeiders:

- die instaan voor de **uitvoering** van eenvoudige **werken**, zoals de **opruiming** van de bouwplaats, het reinigen van de **gebouwen** en van de **keet**, **alsmede** de uitvoering van werken waarvoor geen enkele specialisatie vereist is, zoals voor het verplaatsen van materieel en materialen;
- die hun beroepsloopbaan beginnen en die geen **bouwdiploma** na voltijds onderwijs hebben behaald, alsook diegenen die een opleiding gevolgd hebben met vrucht in het kader van het Industrieel leerlingenwezen en de Aiternerende bouwopleiding. Voor deze arbeiders **evalueert** de werkgever uiterlijk na **9 maand** de **graad** van **beroepsbekwaamheid** en **verhoogt**, in **geval** van gunstige evaluatie, het **loon tot minimaal** dat van **categorie IA**.

Tot de **categorie IA** behoren in ieder geval:

- de arbeiders die hun beroepsloopbaan beginnen en die een bouwdiploma na voltijds onderwijs hebben behaald. Na **6** maand bedraagt hun loon minimaal dat van **categorie II**.

1.3. Loontoeslaaen en wachtdiensten

Twee werkgroepen zullen de **thema's** loontoeslagen van de CAO arbeidsvoorwaarden (artikelen 23 en 24) actualiseren; de tweede werkgroep **zal** het **thema** "wachtdiensten" onderzoeken. Beide werkgroepen zullen hun bevindingen mededelen aan het paritair comité voor het bouwbedrijf tegen 1 december 2007.

1.4. loonsverhoging

Categorie	Lonen op 31/12/2006	1/06/07	1/01/08	1/07/08	Lonen op 1/10/2008*
Cat I	11,557	+0,05	+0,05	+0,05	12,135
Cat I A	12,135	+0,05	+0,05	+0,05	12,742
Cat II	12,321	+0,05	+0,05	+0,05	12,937
Cat II A	12,937	+0,05	+0,05	+0,05	13,584
Cat III	13,103	+0,05	+0,05	+0,05	13,758
Cat IV	13,910	+0,05	+0,05	+0,05	14,606

* De loonsverhoging voorzien op 1 oktober 2008 wordt toegekend na een evaluatie op het gebied van de indexevolutie ten einde **het juistesaldo** van 5% te bepalen, dat verrekend wordt per **categorie**, volgens het **correctiemechanisme**.

1.5. Barema jongeren

Het artikel 16 wordt **als volgt** gewijzigd:

Leeftijd	% loon categorie I
15 jaar	54%
15 jaar en 6 maanden	59%
16 jaar	64%
16 en 6 maanden	74%
17 jaar	84%
17 jaar en 6 maanden	94%
18 jaar	100%

Verklaring van het Paritair comité: de sociale partners gaan de verbintenis aan **om** tegen **uiterlijk** 1 januari 2009 dit barema te wijzigen in een **anciënniteitbarema**. De motivering berust bij het feit dat de sociale partners een ander **regime** voor de deeltijdse arbeid voor leerplichtigen wensen in te voeren (zie **punt 3.1.**).

1.6. Mobiliteit

a. *Bedrijfsplannen*

De werkgever **zal** de principes opstellen voor het vervoer van de arbeiders naar de bouwplaatsen, waarbij zal rekening gehouden worden met volgende **elementen**: de plaats van de bouwplaats, de woonplaats van de arbeiders en de **competenties** nodig op de bouwplaats.

b. *Vergoedingen*

De **mobiliteitsvergoedingen** worden berekend op basis van de **reëel** afgelegde afstand. Hiertoe dient de wijze waarop deze worden bepaald het voorwerp uit te **maken** van een overleg in de **onderneming**. In ieder **geval** kan er een beroep gedaan worden op een routeplanner via het internet, **zoals Mappy** of gelijkaardige **systemen**.

De **mobiliteitsvergoeding** wordt als volgt aangepast:

- voor de passagier: van 0 tot 29 km: + **10%**; vanaf 30 km: + 20%
- voor de chauffeur: **0,1076** EUR vanaf de **1^{ste}** km.

Daartoe worden de tabellen **als** bijlage bij de CAO gewijzigd met de **kilometers** en de eindbedragen.

In alle gevallen wordt de vergoeding begrensd **tot** het bedrag vrijgesteld van RSZ.

Inwerkingtreding: 1 oktober 2007.

c. *Toepassing art 72.5 van het KB 1 december 1975 (wegcode)*

De sector **zal** de nodige stappen zetten bij de **gewesten**, de **gemeenschappen**, de steden en de gemeenten opdat art. 72.5 van de wegcode zou uitgevoerd worden.

1.7. **Slijtage gereedschap**

De bedragen van € 0,0300 en € 0,0232 worden respectievelijk **gebracht** op € 0,0400 en € 0,0350 vanaf 1 juli 2007.

1.8. **Onderhoud arbeidskledij**

In uitvoering van het KB, wordt binnen het Paritair comité een CAO gesloten, met volgende **kenmerken**:

- **mogelijkheid om** de arbeidskledij te **laten** wassen door de arbeider;
- definitie van arbeidskledij wordt **gemaakt** op basis van een risico-analyse;
- de arbeidskledij die **thuis mag** gewassen worden wordt bepaald door de risico-analyse;
- een vergoeding van € 0,30 per gewerkte dag;
- de checklist voor een risico-analyse wordt opgesteld door een paritaire werkgroep opgericht in de schoot van het NAVB.

Voor het opstellen van de **risico-analyse** kan de werkgever zich laten bijstaan door zijn externe preventiedienst.

1.9. **Opeenvolgende contracten**

Er wordt uitvoering gegeven aan de bepaling van het **IPA**, inzake de opeenvolgende **overeenkomsten** van bepaalde duur. **Meer** in het bijzonder gaat het over de afwezigheid van een proefperiode, de berekening van de anciënniteit en de opzegperiode.

1.10. **Carensdag**

Er wordt een tweede carensdag betaald na 5 jaar dienst in de **onderneming**. De CAO betreffende deze aangelegenheid dient aangepast te worden.

1.11. **Anciënniteitspremie**

De bestaande **premie** na 25 jaar anciënniteit in het bedrijf wordt verhoogd naar € 400, daarnaast wordt een premie van € 600 toegekend na 35 jaar anciënniteit in het bedrijf (**suppletief** karakter).

1.12. Loonfiche

Er wordt een **opsomming gemaakt** van de **elementen** die **moeten** vervat zijn op de **maandelijkse** prestatiestaat van de arbeiders van het bouwbedrijf.

1.13. Kosten verbonden aan de tachograaf

De werkgever **zal** de kosten op zich **nemen** die verbonden zijn aan de persoonlijke kaart voor het gebruik van de tachograaf. Indien de betrokken arbeider binnen de 5 jaar de **onderneming** verlaat of ontslagen wordt **om** dringende redenen, dan dient hij een **deel** van deze kost (pro rata **temporis**) terug te betalen.

1.14. Attesteren van de chauffeurs

In het kader van de nieuwe Europese regelgevingen zullen het NAVB en het FVB de nodige opleidingen en testen opstellen voor de aangestelden aan de **vervoerswerkzaamheden**.

De sociale partners van het bouwbedrijf zullen **gezamenlijk** stappen **ondernemen** bij de Ministers die de Mobiliteit onder hun bevoegdheid hebben ten einde de **afdwingbaarheid** van het sectorale attest te **bekomen**, vooral ook in het kader van de **deloyale** concurrentie.

II. Arbeidsorganisatie

2.1. Wijziging KB 213

De sociale partners van het bouwbedrijf vragen dat art. 7 van het KB 213 **als volgt** wordt aangepast:

"In de **ondernemingen** bedoeld in artikel 1, kunnen de grenzen van de arbeidsduur, vastgesteld bij artikel 19 van de arbeidswet van 16 **maart** 1971, overschreden worden met **130** uren per kalenderjaar gedurende de **zomerperiode** of een **periode** van intense **activiteit**, **naar** rato van maximum één uur per dag, **bezoldigd** tegen het normale **loon** en betaald op het ogenblik dat de inhaalrust, **overeenkomstig** de bepaling van het tweede **lid**, wordt toegekend."

2.2. Zaterdagwerk

In het art. 7 van het KB 213 wordt een nieuwe paragraaf **opgenomen**:

"In afwijking op het verbod op zaterdagwerk en **onverminderd** de andere wettelijke (art. 26 van de Arbeidswet) en conventionele bepalingen die zaterdagwerk **mogelijk maken**, kan er in de ondernemingen bedoeld in artikel 1, op zaterdag gewerkt worden gedurende 64 uren per kalenderjaar per arbeider. De uren op zaterdag gepresteerd geven recht op een toeslag van **50%**, ongeacht of er gekozen wordt voor inhaalrust of niet. Het aantal uren gepresteerd op zaterdag **komt in mindering** van het aantal uren bepaald in artikel 7, vorige paragraaf van het **KB nr. 213**.

De gevallen waarop op zaterdag kan gewerkt worden zijn: de werken die op geen **enkel** ander ogenblik kunnen uitgevoerd worden, waar de **gelijktijdige** uitvoering van bouwactiviteiten en andere activiteiten op dezelfde plaats **risico's** inhoudt voor de veiligheid

2

en/of gezondheid van de **werknemers** of derden, **om** technische redenen niet **combineerbaar** zijn met andere activiteiten. Het werken op zaterdag **gebeurt** steeds op vrijwillige basis.

Voor het werken op zaterdag is het akkoord vereist van de **meerderheid** van de vakbondsafvaardiging. Bij ontstentenis van een vakbondsafvaardiging, kan er op zaterdag gewerkt worden **mits** de werkgever een protocol van toetreding **tot** de regeling ondertekent **samen** met minstens één arbeider. Dit protocol **moet meeondertekend** worden door de gewestelijke vakbondssecretarissen indien aanwezig in het gewest, van wie de handtekening rechtstreeks of na **tussenkoms**t van de lokale beroepsorganisatie wordt **bekomen**. De gewestelijke vakbondssecretarissen beschikken over een **termijn** van veertien dagen om het protocol te ondertekenen dan **wel** hun weigering kenbaar te **maken**.

In geval van weigering wordt via plaatselijk overleg getracht een verzoening te bereiken. Bij het **uitblijven** van een oplossing na uitputting van het lokale overleg, **maakt** de **meest** gereede partij het **probleem** aanhangig bij het verzoeningsbureau van het **paritair** comité.

Het protocol van toetreding **tot** de regeling is geldig voor de duur van één jaar en wordt behoudens protest stilzwijgend hernieuwd.

De arbeider die arbeidsprestaties op zaterdag levert moet vóór de aanvang der **werkzaamheden** een individueel document ondertekenen dat medeondertekend wordt door de werkgever. **Hij** moet op de bouwplaats in het bezit zijn van dit document.

Naar keuze van de arbeider **vóór** het einde van de betaalperiode waarin deze uren werden gepresteerd, kunnen inhaalrustdagen worden toegekend. Er is steeds een toeslag van 50% verschuldigd, **zelfs als** er voor inhaalrust gekozen wordt. Indien de arbeider kiest voor inhaalrust wordt de toeslag betaald op het ogenblik van de prestatie en het **normaal loon** op het ogenblik van het **nemen** van de inhaalrust".

Artikel 10 van de CAO 22 **december** 2005 betreffende de arbeidstijdorganisatie is van toepassing.

2.3. Vervoer van **materiaal** en **materieel** naar de bouwplaatsen

In het kader van de strijd tegen de interne en externe **deloyale concurrentie**, zal het paritair comité voor het bouwbedrijf regelingen uitwerken betreffende het vervoer van materieel en materiaal naar de bouwplaatsen.

Deze regelingen hebben als toepassingsgebied:

- de chauffeurs van de bouwbedrijven;
- de chauffeurs en de aangestelden van de handel in **bouwmaterialen**
- de tewerkgestelden in de betoncentrales

Er zal één CAO uitgewerkt worden voor de chauffeurs en aangestelden van de handel in bouwmaterialen en voor **alle** tewerkgestelden in de betoncentrales.

De ondergetekende organisaties verbinden er zich toe om de werkzaamheden daaromtrent, zijnde een ontwerp CAO en ontwerp advies om een wijziging van het KB van 5 **maart** 2006 te bekomen, vóór 31 oktober 2007 af te ronden, waarbij de bestaande **reglementaire** en conventionele bepalingen worden vervangen tegen 15 december 2007.

De vergaderkalender is **als volgt**:

Overleg in werkgroep op 7 juni 2007 **om tot** een vergaderkalender te **komen**, die consultaties toelaat, **welke** verwerkt worden in **september** om definitief af te **ronden** tegen 31 oktober 2007.

III. **Vorming - Onderwijs - Tewerkstelling**

3.1. Onderwijs

a. *Bouwleerplicht*

Principe verklaring om te komen **tot** een specifiek invullen van de leerplicht voor de bouw; de "bouwleerplicht" voor jongeren onderworpen aan de deeltijdse leerplicht (15/16 - **18**jarigen).

Bepalen van **federale** randvoorwaarden: doelgroep, inhoud **algemene** opleiding, **omkadering**, financiering.

In het kader van de deeltijdse leerplicht **ligt** het in de bedoeling van de sociale **partners** omtrent volgende **overeenkomsten** een statuut uit te **werken** :

- **middenstandsléerlingenwezen** ;
- industrieel leérlingenwezen ;
- **arbeidsovereenkomst**.

Het ligt in de bedoeling van de sociale partners om het onderzoek betreffende het werken van de jongeren, verbonden met een arbeidsovereenkomst, positief te benaderen.

Binnen FVB begeleidingscel ten voordele van de partijen die betrokken zijn bij een **overeenkomst**: werkgever, jongeren (ouders) en het **opleidingscentrum**.

In een eerste fase (1 september 2007) wordt door de **Regionale** Oriëntatiegroepen een inventaris **opgemaakt** van de **opleidingsmogelijkheden** voor deze doelgroep. In een tweede fase (**streefdatum** 1 september 2008) wordt voor deze doelgroep een opleiding uitgewerkt.

b. *Financiering CDO's*

Opvolgingspremie wordt niet **meer** toegekend. Financiering op basis van een **doorstromingspremie** (zie voltijds onderwijs, € 500 per **doorgestroomde** leerling).

c. *Convenant met onderwijs*

Evaluatie van de convenanten door de **regionale** oriëntatiegroepen.

3.2. Vorming

a. *Invullen IPA*

Verhogen met 5% van het aantal uren opleiding: weekdag, avond- en zaterdagopleidingen.

Geen verglijding van weekdagopleidingen naar avond- en zaterdagopleidingen.

b. *Geprogrammeerde winteropleidingen*

Gemeenschappelijke demarches naar de RVA, voor het **gebruik** van de geprogrammeerde winteropleiding (*nadien schrappen van principe art. 75 CAO 24 juni 2005*).

Volgende randvoorwaarden:

- van 1 **december tot 31 maart**;
- in publieke opleidingscentra;
- sociaal statuut werknemer (**bijkomende premie** FVB, met **als** algemeen principe de gelijkwaardige behandeling naar **inkomen toe**);
- tijdens de winter: voorrang aan de **werknemersopleidingen**.

c. *Opleidingsstelsels*

Eén **regime** van opleiding, vanaf 32 u dossier wordt ingediend bij het betaald educatief verlof. Principe van één tarief van terugbetaling van de loonkost: € 15 voor de arbeiders < 45 jaar; € 18 voor de arbeiders > 45 jaar.

3.3. Tewerkstellingsmaatregelen

a. *Industrieel leerlingenwezen*

- 15/16 - 18jarigen (JLW)

Samen met de premie van het "generatiepact" wordt na **12 maanden** effectieve leertijd een premie van € 125 toegekend en na 24 maanden effectieve leertijd een premie van € 375.

- + 18 jarigen (ABO)

Afschaffen van de **opvolgingspremie**, maar behoud **doorstromingspremie** van € 200.

Het ogenblik waarop de premie aan de jongere wordt betaald, staat in functie van de **duur** van de **leerovereenkomst**:

- **duurtijd 6 maand**: na **6 maand** effectieve leertijd;
- **duurtijd 12 maand**: na 12 maand effectieve leertijd;
- **duurtijd 18 maand**: na 12 maand effectieve leertijd en na 18 maand effectieve leertijd.

b. *Peterschapsregeling*

Afschaffen van het premiestelsel vanaf 1 juli 2007.

Begeleiding via onthaal.

Opleiding via het algemeen stelsel, bijzondere aandacht aan **veiligheidsopleiding** (al of niet hebben van een VCA).

3.4. Bouwpools

Structureren van de lokale initiatieven.

Vragen van engagementen op lange **termijn** vanwege de overheden.

Inbreng van **methodiek** Bouwpool (toeleiding naar bouwbedrijven) naar de laatstejaars-studenten Bouwvakonderwijs.

Prioritaire acties van het FVB blijven: onderwijs, werkzoekenden en **vorming** van de **werknemers**.

3.5. Ervaringsfonds

Studie NAVB/FVB/FBZ betreffende verhogen activeringsgraad "oudere" **werknemers**.

3.6. Edutec/construtec

Evaluatie werking: doorgeven van **nieuwe** opleidingen **naar** de klassieke opleidingspartners.

3.7. CAO-risico-groepen

Verlenging van de bestaande **CAO's**.

IV. Veiligheid

4.1. Opdrachten adviseurs

De hoofdtaak van de adviseurs van het NAVB blijft het verbeteren van de veiligheid op de werven. De Raad van Bestuur van het NAVB **zal** de adviseurs sturen in het bezoeken van de **werven** en/of de **zetel** van de **ondernemingen** om deze doelstelling te realiseren.

4.2. Samenwerking NAVB-FVB

Vôôr **30/11/2007** moet een **samenwerkingsovereenkomst** gesloten **worden** tussen NAVB en FVB **omtrent** de specifieke **rol** van beide fondsen bij welzijnsopleidingen.

Het kaderakkoord met betrekking **tot** de opleidingen "Werken op hoogte" wordt hierbij **als model** gehanteerd.

Beide **organisaties** staan in voor de kwaliteitsbewaking van hun respectievelijke taken. Het akkoord spreekt zich ook uit over een correcte verdeling van kosten en opbrengsten binnen het **gestelde** kader.

4.3. Impact van globalisering op welzijn

In het kader van het Symposium **ISSA** in 2009 wordt een werkgroep opgericht die de **welzijnsproblematiek** die voortvloeit uit de **instroom** van buitenlandse werkkrachten in **kaart** brengt en oplossingen uitwerkt en voorstelt.

4.4. Minerale vezels en kwartsstof

Oprichten van een werkgroep binnen het NAVB om deze problematiek in kaart te brengen en oplossingen uit te werken en voor te stellen.

4.5. Weerspannige ondernemingen en werknemers

Evaluatie van de huidige **procedure** die binnen het NAVB van toepassing is.

4.6. Handvest overheid

De **werkzaamheden** met betrekking **tot** de bepalingen vervat in het Handvest worden geactiveerd.

V. **Syndicale afvaardiging**

5.1. Communicatie

Suppletieve regeling **tot** toekenning van een communicatievergoeding (**gsm**) van € 120 per jaar en per afgevaardigde.

5.2. Tijdelijke werkloosheid

Trimestriële informatie van het aantal dagen tijdelijke werkloosheid wegens economische redenen, **eventueel uitgesplitst** per doelgroep.

5.3. Opdrachten

Er wordt een artikel **12** ter in de CAO ingevoegd luidend **als volgt**:

"Tijdens de toegestane uren en in het kader van de strijd tegen de **deloyale** concurrentie, heeft de syndicale delegatie van de **hoofdaannemer** het recht inlichtingen op te vragen betreffende de op de werven tewerkgestelde **onderaannemers**. Deze inlichtingen **moeten** in verband staan met hogervermelde doelstelling."

VI. **Sectoraal outplacement**

Financiering FBZ via een dotatie aan het FVB, organisatie FVB: doelstelling terugleiden naar bouwsector.

VII. **Schijnzelfstandigen**

Opstellen vôn 15 november 2007 van de sectorale criteria door een werkgroep binnen het **paritair** comité.

VIII. **Hospitalisatieverzekering**

Het principe van een hospitalisatieverzekering als **raamakkoord zal** verder onderzocht worden.

IX. Bestaanszekerheid

9.1. Bijdragen FBZ

De bijdrage FBZ wordt **verminderd** met € 300 per kwartaal, gedurende **8** kwartalen, voor al de jongeren onder de 25 jaar, aangeworven vanaf 1 **juli** 2007. De toepassing van de **vermindering** gebeurt volgens **RSZ-modaliteiten**.

Voor de **werknemers** boven de 58 jaar, wordt deze bijdrage verminderd met € 100 per kwartaal, vanaf 1 juli 2007.

De **financiering** van het FBZ wordt in functie gesteld van de **engagements** die voorvloeien uit de wettelijke, **reglementaire** en conventionele bepalingen. De uitgaven **moeten** steeds gedekt zijn door **alle inkomsten** van het Fonds voor bestaanszekerheid. De **verminderingen** voor de jongeren onder de 25 jaar en voor de werknemers boven de 58 jaar zullen worden verrekend in het **algemeen** forfait op basis van de begroting 2007-2008.

9.2. Kredietdagen

De bepalingen betreffende de responsabilisering van de werkgevers blijven bestaan, met dien verstande dat in het KB de **110** dagen wordt gewijzigd in 90 dagen.

Daarenboven kunnen werkgevers, die een **terugbetaling** van de aanvullende werkloosheidsvergoedingen moeten doen, een dossier indienen **om** het uitzonderlijke karakter van het aantal dagen tijdelijke werkloosheid te **motiveren**.

In het kader van de **winteropleidingen**, komen de dagen waarbij een aanvullende werkloosheidsvergoeding werd toegekend, niet in **minderung** van het aantal dagen **vermeld** op de **legitimatiekaart** rechthebbende.

De legitimatiekaart **vermeldt** een aantal kredietdagen gelijk aan 0 indien de arbeider een bijberoep uitoefent in het bouwbedrijf.

9.3. Vergoedingen

Aanvullende werkloosheidsvergoedingen

Categorie	Bedrag geldig tot 30 september 2007	Bedrag geldig vanaf 1 oktober 2007
Cat I	6,10	6,34
Cat I A		6,66
Cat II	7,34	7,63
Cat II A		8,02
Cat III	9,69	10,08
Cat IV	10,39	10,85

In het kader van de **deloyale** concurrentie (werken en **stempelen**) wordt de C 3.2 A kaart dagelijks ingevuld **vóór** de aanvang van het werk op de bouwplaats.

Bijzondere aanvullende vorstvergoeding

Het bedrag van € **5,21** wordt vanaf 1 oktober 2007 gebracht op € 5,35.

Rustdagen

De vergoedingen voor de rustdagen worden berekend op 8 categorieën (toevoeging I A en II A) en **vermeerdert** met de bedragen van de aanvullende werkloosheidsvergoedingen.

Promotievergoeding

Het bedrag vermeld in de CAO betreffende de promotievergoeding wordt gebracht op € 383. Het **maximumbedrag** van het geleende kapitaal wordt gebracht op € **69.000**.

Uitkeringen langdurige ziekten en niet dodelijke **arbeidsongevallen**

- arbeidsongeval met ongeschiktheid van + **66%**:
eenmalige hoofdvergoeding: € 670
eenmalige aanvullende vergoeding per kind € 535
- dagvergoedingen langdurige ongeschiktheid:
31^{ste} tot en met **56^{ste}** dag: € **2,68**
vanaf **57^{ste}** dag: € **3,67**
- vakantiegeld invaliden: € 525

Posttraumatische begeleiding in **geval** van dodelijke arbeidsongevallen

Implementatie in een CAO.

Forfaitaire uitgaven

Er wordt een **bijkomende** dotatie voorzien van € 300.000 voor het NAVB. Deze dotatie **moet** aangewend worden voor de organisatie van de VCA examens, symposium **ISSA** in 2009. Aan het FVB is er een bijkomende dotatie van € 300.000 die uitsluitend **mag** aangewend worden ter financiering van de initiatieven rond sectoraal **outplacement**.

Er wordt een bijkomende dotatie voorzien van € 300.000 voor syndicale **vorming** en van € **150.000** voor **vakantieaccomodatie**.

X. Einde loopbaan

10.1. Begeleidende maatregelen

Het stelsel van de begeleidende maatregelen wordt verlengd **tot 31 december** 2008. Vanaf **1 januari** 2009 wordt het stelsel aangepast aan de voorwaarden van het generatiepact voor wat betreft de beroepsloopbaan. De **modaliteiten** worden vastgesteld door de Raad van Bestuur van het Fonds voor Bestaanszekerheid.

10.2. Brugpensioen

a. *Aanpassen van de regelgeving - generatiepact*

Verlenging van **alle** bestaande CAO-teksten met toepassing van de bepalingen van het generatiepact inzake beroepsloopbaan.

Zij die een loopbaan van 40 jaar kunnen voorleggen kunnen nadat zij worden ontsiagen, ongeacht hun leeftijd, op brugpensioen gaan.

De sectorale anciënniteit wordt toegepast op alle stelsels.

De regeling brugpensioen vanaf 56 jaar voor ongeschikten wordt verlengd voor twee jaren. De Raad van Bestuur van het FBZ werkt de modaliteiten uit van een sectorale alarmbel-procedure. Deze procedure is een meetinstrument waarbij de uitstroom op 56 vergeleken wordt met de uitstroom op 58, gedurende de looptijd van deze CAO.

Bovendien moet de attestering van de ongeschiktheid steeds gebeuren door de arbeidsgeneesheer van de onderneming en gebeurt vóór iedere andere stap in de procedure.

b. Bedragen

Het artikel 10, § 1 wordt als volgt gewijzigd:

Categorie	Bedrag	Categorie	Bedrag
Cat I	152,11	Cat III	212,84
Cat IA	159,42	Cat IV	240,11
Cat II	180,42	Ploegbaas	273,51
Cat II A	189,14	Meestergast	306,91

Artikel 10, § 2 en 3 blijven ongewijzigd.

10.3. Vergoeding verder zetten arbeidsprestaties na 58 jaar

De vergoeding wordt voortaan toegekend tot de leeftijd van 65 jaar a rato van € 2.000 per jaar dat de arbeider na de leeftijd van 58 jaar blijft voortwerken.

XI. Algemene bepalingen

De raden van bestuur van de fondsen voor bestaanszekerheid garanderen de correcte uitvoering van de politieke beslissingen die vervat zitten in dit sectoraal akkoord.

Clausule van sociale vrede.

A

Voor

van handelaren in

I

Voor "Bon

De

H